

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 25 juin 2026

FOCUS : ABELARDO DE LA ESPRIELLA, NOUVEAU PRESIDENT ELU DE LA COLOMBIE	2
Bolivie	3
La dette extérieure atteint 14,4 Md\$ en mai 2026.	3
Colombie	3
Après l'élection d'Abelardo de la Espriella, le risque pays s'atténue.	3
Le ministère des Finances repousse une partie de sa dette à échéance 2027 à 2031.	3
En mai, les taux d'intérêt augmentent tandis que l'augmentation de la consommation s'affaiblit.	3
Le gouvernement annonce de nouveaux droits de douane sur plus de 120 produits.	4
Équateur	4
L'Équateur a prélevé 149 M\$ grâce à la surtaxe imposée aux importations colombiennes en avril et mai.	4
En mai, le chômage diminue, mais le marché du travail reste fragile et majoritairement informel.	5
Guyana	5
Le président annonce la création d'une société minière nationale.	5
La société aurifère canadienne <i>G Mining</i> acquiert la société <i>G2</i> afin d'étendre sa présence au Guyana.	5
Pérou	6
Les prévisions de croissance augmentent malgré la menace du phénomène climatique <i>El Niño</i> .	6
Le Pérou renforce sa soutenabilité externe grâce à ses réserves internationales.	6
Venezuela	6
La politique de change de la Banque centrale encouragerait le développement d'un marché parallèle du dollar.	6
Deux entreprises étatsuniennes ont signé une alliance pour réhabiliter plus de 5000 puits de pétrole.	7
Les États-Unis assouplissent les sanctions envers le Venezuela.	7

Focus : Abelardo de la Espriella, nouveau président élu de la Colombie

Le 21 juin dernier, Abelardo de la Espriella a remporté le second tour des élections présidentielles en Colombie, avant d'être officiellement proclamé président élu par le Conseil national électoral (CNE) le 24 juin, marquant la fin de quatre années de gouvernement de gauche sous Gustavo Petro. Cet avocat millionnaire, autoproclamé « *El Tigre* », s'est imposé avec 49,7 % des voix face à Ivan Cepeda (48,7 %), dans un scrutin serré.

Le programme d'Abelardo de la Espriella s'articule autour de trois priorités : la restauration de l'ordre économique, la sécurité et la modernisation de l'État. Sur le plan économique, il promet une cure d'austérité ambitieuse, avec un objectif de réduction de la taille de l'État de 40 % et un ajustement budgétaire estimé à environ 20 Md\$ sur l'ensemble du mandat.

Cette rigueur s'accompagnerait d'une simplification fiscale, visant à rendre le système plus lisible et moins coûteux pour les entreprises, tout en réévaluant certaines niches fiscales. La relance des secteurs pétrolier, gazier et minier, pilier de sa stratégie, devrait permettre de renforcer les recettes fiscales et la sécurité énergétique, au risque de remettre en question certains engagements climatiques.

Sur un plan sectoriel, les infrastructures, notamment ferroviaires, sont considérées comme prioritaires. Le programme prévoit également une approche graduelle de la transition énergétique dans les transports. Enfin, l'agriculture et le tourisme sont également identifiés comme des leviers de croissance, avec une volonté affichée d'accélérer les projets bloqués par des contraintes administratives ou environnementales.

La lutte contre la corruption et le renforcement des institutions occupent également une place centrale. Plutôt que de créer de nouvelles règles, le président élu mise sur l'application stricte des dispositifs existants, en renforçant la transparence.

Lors de la campagne, Abelardo de la Espriella a également insisté sur la nécessité de restaurer la crédibilité des institutions économiques, en renforçant notamment l'indépendance de la Banque centrale dans la conduite de la politique monétaire et la lutte contre l'inflation.

Il entend également moderniser l'État par la digitalisation et l'intelligence artificielle, afin de simplifier les démarches administratives. Sans parti au Congrès, pour ce faire, il devra composer avec la droite traditionnelle et le centre pour faire adopter ses réformes, tout en gérant les attentes d'un électorat divisé.

Sur le plan international, la Colombie devrait retrouver une relation privilégiée avec les États-Unis. Plus globalement, favorable à l'économie de marché, il devrait adopter une approche pragmatique visant à rétablir la confiance des investisseurs.

Les marchés financiers ont réagi positivement à son élection avec une appréciation du peso, à son plus haut niveau depuis cinq ans, et une amélioration du risque pays depuis le premier tour des élections. Ils anticipent une amélioration de la stabilité macroéconomique. Pourtant, sa réussite dépendra de sa capacité à concilier rigueur budgétaire et attentes sociales.

Bolivie

La dette extérieure atteint 14,4 Md\$ en mai 2026.

La Banque centrale a indiqué que la dette publique extérieure a atteint 14,4 Md\$ au 31 mai 2026, soit une hausse de 287 M\$ par rapport à fin 2025. 70,6 % de cette dette est détenue par des organisations multilatérales, 13,2 % par des créanciers bilatéraux et 15,9 % par des créanciers privés. La Banque interaméricaine de développement (BID) constitue le principal créancier du pays, avec 30 % du total, mais les prêteurs incluent également la Banque de développement d'Amérique latine (CAF, 23 %) et la Banque mondiale (12 %). Par pays, la Chine est le principal créancier bilatéral de la Bolivie, avec 1,1 Md\$, suivie de la France et de l'Allemagne.

Pour l'économiste Fernando Romero, le principal problème n'est plus la taille de la dette, mais la capacité à la rembourser dans un environnement marqué par la récession (cf. [Brèves semaine 25](#)), des exportations plus faibles, la baisse des réserves internationales et des difficultés à générer des devises. En effet, entre janvier et mai, la Bolivie a reçu 1,9 Md\$ de nouveaux financements, mais en a consacré 913 M\$ au remboursement du principal et 273 M\$ au paiement des intérêts et des commissions, ce qui montre que le pays doit consacrer une grande partie de ses ressources au service de la dette.

Colombie

Après l'élection d'Abelardo de la Espriella, le risque pays s'atténue.

L'indicateur de risque pays, le *Credit Default Swap* (CDS) à cinq ans, a enregistré une baisse de 13,8 points dans la journée de lundi, en réaction à l'élection d'Abelardo de la Espriella ce dimanche. Il s'est ainsi établi à 139 points au

cours de la journée, après avoir clôturé à 153 points le vendredi 19 juin. La semaine précédente, cet indicateur avait augmenté en raison de l'incertitude entourant l'une des élections présidentielles les plus serrées de l'histoire récente. La dernière fois que le CDS avait atteint un niveau aussi bas remonte à septembre 2021, à 131 points de base. En octobre 2022, l'indicateur avait atteint un pic de 388 points de base ; le niveau observé ce lundi est donc environ 64 % inférieur à celui enregistré à cette date. Cette baisse du CDS suggère une confiance accrue dans l'orientation budgétaire et économique que le nouveau gouvernement pourrait adopter, en lien avec les promesses électorales de consolidation budgétaire et de réformes structurelles.

Le ministère des Finances repousse une partie de sa dette à échéance 2027 à 2031.

Le 22 juin, le ministère des Finances a mené une opération consistant à échanger des titres du Trésor en COP indexés sur l'inflation (TES UVR) arrivant à échéance en mars 2027 contre des TES UVR à échéance en 2031. L'opération comprenait également l'échange (ou le refinancement) de TES UVR arrivant à échéance en 2029 contre des TES UVR arrivant à échéance en 2061, dans le but d'améliorer le profil de remboursement du pays. Sans cet échange, le gouvernement aurait dû faire face à un remboursement de dette intérieure d'environ 18,2 Md\$ (62,5 Md COP) au T1 2027, ce qui constitue un cas quasi sans précédent dans l'histoire. Un tel montant aurait engendré des problèmes de trésorerie considérables début 2027, compte tenu de la faiblesse des recettes de l'État due à la stagnation des recettes fiscales (cf. [Brèves semaine 25](#))

En mai, les taux d'intérêt augmentent tandis que la consommation s'affaiblit.

Le taux moyen auquel le système financier accordait des prêts a atteint 18,9 % en mai,

soit le niveau le plus élevé depuis juillet 2024, selon un rapport de Bancolombia. Bien que le taux directeur de la Banque centrale soit resté stable à 11,25 % (cf. [Brèves semaine 18](#)), le taux moyen des prêts a augmenté de 15 points de base par rapport à avril. Le crédit à la consommation a enregistré un taux moyen de 21,7 %, tandis que le crédit aux entreprises a atteint 17,2 %. Dans le secteur du logement, le taux moyen s'établissait à 14,5 %, et en microcrédit, il atteignait 41,6 %.

Cette augmentation du coût de l'emprunt commence à se refléter dans les comportements de consommation. Les dépenses continuent de croître, mais à un rythme plus faible que celui observé ces derniers mois. En effet, les dépenses de logement ont augmenté de 6,5 % en glissement annuel, tandis que celles des ménages ont progressé de 13,4 %. Bien que ces deux indicateurs restent positifs, ils sont loin des taux supérieurs à 25 % observés à la fin de l'année dernière.

Le gouvernement annonce de nouveaux droits de douane sur plus de 120 produits.

Le ministère colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme finalise les détails d'un décret visant à imposer des « droits de douane intelligents » sur plus de 120 produits.

La ministre Diana Marcela Morales justifie cette mesure par la nécessité de mettre fin aux distorsions issues d'une concurrence internationale asymétrique et de soutenir la production nationale. Selon elle, ces droits de douane seraient « intelligents » dans la mesure où ils dépendraient de la capacité productive du pays et des besoins de chaque chaîne de valeur.

Le gouvernement prévoit d'appliquer des droits de douane supplémentaires de 10 % à 20 % sur des biens déjà soumis à des tarifs de 5 %, 10 % et 15 %. Les produits dont les droits de douane finaux atteindraient 20 % incluent notamment les emballages en papier ou

carton, tandis que ceux soumis à des taux de 35 % concernent principalement les vêtements et articles de maison (linge, vaisselle, ustensiles et fournitures scolaires). Des inquiétudes subsistent quant aux engagements pris par la Colombie auprès des organisations internationales (notamment l'OMC) et dans le cadre des accords commerciaux, qui limitent la possibilité de modifier unilatéralement les tarifs. Par ailleurs, ces droits de douane risquent de se répercuter, au moins à court et moyen terme, sur les prix, ce qui pourrait affecter les consommateurs et les entreprises nationales.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,7%	35,7%	2278
Change USD/COP	-1,6%	-15,1%	3446
Change EUR/COP	-3,4%	-17,4%	3918
Prix du baril (Brent, USD)	-17,6%	8,4%	73,08

Équateur

L'Équateur a prélevé 149 M\$ grâce à la surtaxe imposée aux importations colombiennes en avril et mai.

Le Service des impôts équatorien (SRI) a prélevé 149 M\$ grâce à la « taxe de sécurité » appliquée aux importations en provenance de Colombie entre février et mai 2026. Instaurée par le gouvernement de Daniel Noboa au nom de la lutte contre le narcotrafic et l'exploitation minière illégale à la frontière avec la Colombie, cette mesure a d'abord pris la forme d'un droit de douane de 30 %, avant d'être progressivement porté à 100 % en mai. Malgré ce taux record, c'est en avril, lorsque le prélèvement était de 50 %, que les recettes ont atteint 76 M\$. En mai, l'État n'a perçu que 28 M\$, plusieurs secteurs ayant fortement réduit leurs importations colombiennes et cherché des fournisseurs alternatifs. Les deux pays ont finalement supprimé ces mesures

début juin. Reste désormais la question du remboursement des sommes acquittées. Le 7 mai, la Communauté andine (CAN) avait ordonné la levée des surtaxes réciproques, les jugeant contraires au commerce intracommunautaire. Des recours ont toutefois été introduits par les deux gouvernements, retardant une décision définitive. Plusieurs experts estiment néanmoins que les importateurs disposent d'arguments solides pour réclamer le remboursement des montants versés, en s'appuyant sur la jurisprudence récente du Tribunal de justice de la CAN, qui considère que des prélèvements déclarés illégaux doivent être restitués.

En mai, le chômage diminue, mais le marché du travail reste fragile et majoritairement informel.

Le taux de chômage en Équateur s'est établi à 3,1 % en mai 2026, contre 4,1 % un an plus tôt, selon le dernier rapport de l'Institut national des statistiques et des recensements (INEC). La population occupée a atteint 8,67 M de personnes, soit un taux d'emploi de 36,6 % de la population active.

Derrière cette apparente amélioration, plusieurs indicateurs traduisent toutefois des fragilités structurelles du marché du travail.

L'informalité demeure également très élevée : 52,8 % des actifs occupés travaillent hors du secteur formel, sans nécessairement bénéficier d'une protection sociale ou d'une stabilité contractuelle. Le taux d'emploi se situe depuis plusieurs années entre 34 % et 37 %.

Guyana

Le président annonce la création d'une société minière nationale.

Le chef de l'État, Dr Irfaan Ali, a annoncé le regroupement de petits, moyens et grands

exploitants guyanais en une société minière nationale, dans le but de promouvoir l'inclusion financière des citoyens. L'objectif est d'élargir la participation financière et l'accès aux mécanismes financiers pour de nombreux Guyanais. Le président entend également garantir aux habitants la propriété des ressources et opportunités du secteur minier national. En effet, la mine d'or Aurora, seule exploitation aurifère à grande échelle du pays, a été rachetée par la société chinoise Zijin Mining. De plus, la société canadienne G Mining Ventures développe un projet d'exploitation d'or à grande échelle, prévu pour fin 2027.

L'introduction d'une entreprise minière nationale pourra permettre aux acteurs locaux de participer activement à l'exploitation des ressources de leur pays. Ce projet s'inscrit dans une transformation plus large du système financier guyanien, visant à accroître la participation des citoyens aux opportunités d'investissement et à renforcer l'accès aux services financiers. Parmi les autres initiatives envisagées figurent la création d'une bourse secondaire (*junior stock exchange*), le lancement d'une banque de développement et le renforcement de la coopération entre l'État et les banques commerciales.

La société aurifère canadienne G Mining acquiert la société G2 afin d'étendre sa présence au Guyana.

La Cour supérieure de justice de l'Ontario a rendu son ordonnance définitive concernant l'accord de 2,2 Md\$ (3 Md CAD) visant à regrouper les projets aurifères de G Mining Ventures (GMIN) et de G2 Goldfields Inc. au Guyana. Ces deux sociétés canadiennes détiennent des projets aurifères dans la région 7 (Cuyuni-Mazaruni). Les sociétés étant cotées à la Bourse de Toronto, cet accord était soumis à l'approbation des actionnaires et du tribunal canadien. Cette acquisition permettra d'augmenter la production prévue à *Oko West*, faisant passer la production

annuelle de la mine de 350 000 à environ 500 000 onces d'or par an, sur une durée d'exploitation minimale de la mine de 15 ans. Le projet *Oko West* devrait produire environ 350 000 onces d'or par an sur une durée de vie de 12,3 ans. Par ailleurs, selon G2, la production annuelle moyenne de son projet aurifère *Oko-Ghanie* devrait atteindre 281 000 onces par an pendant les années de pic d'exploitation, pour une production totale d'environ 3,2 M d'onces d'or sur toute la durée de vie de la mine.

Pérou

Les prévisions de croissance augmentent malgré la menace du phénomène climatique *El Niño*.

La Banque centrale (BCRP) a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'économie péruvienne à la fin de l'année 2026, les portant de 3,2 % à 3,4 %, grâce principalement à l'évolution favorable de secteurs tels que le commerce, la construction et l'industrie manufacturière.

Cette amélioration des perspectives intervient alors même que **la BCRP intègre déjà dans ses hypothèses la survenue d'un phénomène *El Niño* intense qui se prolongerait jusqu'au premier trimestre 2027**. Ce scénario climatique affecterait tout particulièrement les secteurs de la pêche (-28,3 %) et des hydrocarbures (-6,2 %). Dans ce contexte, l'entité a averti que ce phénomène climatique affecterait les performances de l'économie dans son ensemble et ferait perdre -0,8 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2026 et 0,9 % en 2027.

Cela va dans le sens du récent rapport macroéconomique de la banque BCP, qui précise que **sans le phénomène *El Niño* et la guerre au Moyen-Orient, l'économie aurait pu croître de 4 % en 2026**.

Le Pérou renforce sa soutenabilité externe grâce à ses réserves internationales.

Les réserves internationales nettes (RIN) du Pérou s'élevaient à plus de 100 Md\$ au 9 juin 2026, selon les informations fournies par le ministère de l'Économie et des Finances (MEF). C'est la deuxième fois dans l'histoire du pays (après avril 2026) que cette barre est franchie. Ce chiffre représente 28 % du PIB, ce qui confirme la position du pays parmi les économies de la région bénéficiant du plus fort soutien extérieur par rapport à la taille de sa production. Le volume des réserves atteint constitue non seulement une protection contre les crises extérieures, mais place également le Pérou devant d'autres économies régionales telles que la Colombie, le Chili et le Mexique en termes de proportion par rapport à son PIB. Selon le MEF, ce dynamisme s'explique principalement par la croissance des exportations, qui ont atteint en avril 9,3 Md\$, soit une hausse nominale de 51,1 %. Les moteurs de cette croissance ont été les exportations de minerais (notamment l'or et le cuivre), ainsi que les produits agricoles, chimiques, sidérurgiques et métallurgiques. Le ministère souligne également que les termes de l'échange se sont améliorés de 21 % en avril 2026.

Venezuela

La politique de change de la Banque centrale encouragerait le développement d'un marché parallèle du dollar.

La politique de change du gouvernement aurait une efficacité limitée, car elle maintiendrait un taux de change officiel artificiellement bas, selon la société de conseil Ecoanalítica. Cela générerait des incitations à l'arbitrage et à la revente sur le marché informel. Ecoanalítica souligne l'effort financier de la Banque centrale (BCV), dont les interventions cumulées atteindraient environ

5,6 Md\$ depuis le début de l'année 2026, mais celles-ci perdraient en efficacité du fait de devises officielles proposées à des taux artificiellement plus appréciées.

L'écart entre le taux officiel et le taux parallèle (brèche cambiaria), qui avait diminué pour atteindre 31,4 % en avril, a repris une tendance haussière pour dépasser 36 % en juin. Le directeur d'Ecoanalítica a déclaré que le gouvernement disposerait d'environ 2,5 Md\$ pour intervenir sur le marché des changes dans les prochains jours, un montant qui serait suffisant pour contenir la dépréciation du taux de change sur les marchés alternatifs. Cependant, selon lui, un problème subsiste : la segmentation du marché. Tant qu'il existera une différence entre le taux formel et le marché libre, l'incitation à l'arbitrage persistera (acheter à bas prix pour revendre plus cher), et la demande de devises officielles restera surdimensionnée.

Dans ce contexte, le secrétaire au Trésor étatsunien, Scott Bessent, a déclaré que le Venezuela pourrait bientôt réintégrer le système financier international dominé par le dollar, après plusieurs années de restrictions et de sanctions ayant limité son accès aux marchés internationaux. Il a assuré que le Venezuela mènerait à nouveau ses opérations commerciales en dollar, conformément à la stratégie économique promue par l'administration de Donald Trump.

Deux entreprises étatsuniennes ont signé une alliance pour réhabiliter plus de 5000 puits de pétrole.

Les deux entreprises étatsuniennes, White Hilt Capital et Sunergon Oil Operating, ont annoncé une alliance dans le but de soutenir le développement des hydrocarbures au Venezuela. Ce plan établit un cadre pour l'investissement dans le développement et la réhabilitation de plus de 5 000 puits de pétrole dans la ceinture pétrolière de l'Orénoque, l'une des plus grandes réserves de pétrole brut

au monde. L'objectif de cette alliance est l'exportation de plus de 26 M de barils de pétrole brut par an vers les marchés mondiaux soit 71 000 b/j. Les deux sociétés ont également signé un accord de partenariat avec *Aldhabi Oil and Energy Technology*, basée à Abu Dhabi, dans le but de faciliter la mobilisation de capitaux, technologies, équipements et ressources opérationnelles. Les entreprises partenaires se conformeront aux lois et sanctions étatsuniennes, tout en collaborant avec les parties prenantes, y compris le gouvernement vénézuélien et la société pétrolière nationale (PDVSA).

Les États-Unis assouplissent les sanctions envers le Venezuela.

Le département du Trésor a mis à jour les sanctions dans trois domaines principaux : le secteur aérien, les télécommunications et la dette liée à la compagnie pétrolière d'État.

Premièrement, la fourniture de biens et services essentiels pour la maintenance, la réparation et la sécurité opérationnelle de la flotte de la compagnie aérienne publique *Conviasa* est désormais autorisée.

Deuxièmement, une nouvelle licence permet certaines transactions dans le secteur des télécommunications, y compris les services de messagerie, la transmission de données et l'envoi de correspondance à l'intérieur et à l'extérieur du Venezuela.

Enfin, le Trésor étatsunien a étendu jusqu'au 4 août 2026 la protection contre l'exécution des garanties associées à l'obligation PDVSA 2020 associée à un coupon de 8,5 %.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)